

**POINT DE PRESSE DE L'Amb. ALLAH MAYE HALINA
PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT
N'Djamena, 26 mai 2025**

Mesdames et Messieurs les journalistes,

Le 31 août 2024, ici même, je m'exprimais devant vous cent jours après ma nomination. Je soulignais alors votre rôle essentiel dans la vie démocratique de notre pays. Vous êtes les yeux et les oreilles du peuple comme du gouvernement, les gardiens de la vérité et les témoins privilégiés de notre action publique.

Aujourd'hui, c'est avec une gratitude renouvelée que je m'adresse à vous – et par votre intermédiaire au peuple tchadien – pour rendre compte du bilan d'une année de **gouvernance, de défis et d'engagement au service de notre pays**, une année exactement depuis l'investiture du Maréchal Mahamat Idriss Déby Itno à la présidence de la République.

Mesdames et Messieurs les journalistes,

Il y a un an jour pour jour, le peuple tchadien, par son suffrage souverain, portait le Maréchal Mahamat Idriss Déby ITNO à la

magistrature suprême. Ce même jour, j'étais investi de la charge de conduire le gouvernement. J'ai accueilli cette mission non pas comme un privilège mais un devoir, un profond devoir de servir, de **servir** avec **dévouement** et **loyauté** aux côtés du Chef de l'Etat. Une marque de confiance qui m'a été renouvelée en février dernier, lors de l'installation de la nouvelle représentation nationale.

Un an après, notre **détermination est intacte** ; le **cap demeure le même** : celui de traduire en **actions concrètes la vision présidentielle et ses douze chantiers prioritaires**.

Notre unique conviction est d'agir pour parvenir à des résultats tangibles pour nos concitoyens, de changer leur condition de vie et de garantir à chacun et à tous, un Tchad où il fait bon vivre.

Etant les témoins privilégiés de l'action publique, chers hommes et femmes des médias, vous pourriez aisément en dresser le bilan à votre manière.

Mais par **devoir de redevabilité** envers le peuple tchadien et dans un **esprit de responsabilité** et **d'ouverture**, j'ai tenu personnellement rendre des comptes avec **transparence**.

Chers journalistes, étant les relais naturels de nos engagements, vous avez pour mission **d'informer, d'alerter** et

de **veiller** au grain. Et dans le cadre de cet exercice, il vous revient de **transmettre fidèlement** le bilan de cette première année à la tête de l'exécutif.

Aujourd'hui, alors que nous dressons le bilan de cette première année, mon propos ne vise pas à vous présenter un inventaire de réalisations. Je souhaite plutôt partager avec vous l'essentiel : **la ferveur d'un engagement sans faille, la certitude d'une nation déterminée dans sa marche vers le progrès, et surtout, l'émotion légitime d'un peuple qui, jour après jour, retrouve sa fierté et construit son destin avec dignité.**

Mesdames et Messieurs les journalistes,

Dans cette œuvre collective, le Gouvernement que j'ai l'honneur de diriger agit comme un seul homme, guidé par les orientations claires du Chef de l'État et animé par une exigence permanente, s'emploie à concrétiser cette vision ambitieuse d'un Tchad renouvelé.

Chaque jour, dans un esprit de cohésion et avec le sens aigu de notre responsabilité devant l'histoire, nous mettons notre énergie à construire cette société plus solidaire, plus juste et plus moderne que nous appelons de nos vœux.

Notre action s'inscrit dans une triple obligation : **redevabilité** envers le peuple qui nous fait confiance, **efficacité** dans la mise en œuvre des réformes, et **transparence** dans la gestion de la chose publique.

C'est à cette aune que nous mesurons chaque décision, chaque initiative et chaque réalisation.

La stabilité que connaît aujourd'hui notre pays n'est pas le fruit du hasard. Elle résulte d'une stratégie claire et d'actions déterminées.

Au cours de cette première année de mise en œuvre du programme présidentiel, les forces de défense et de sécurité ont accompli un travail remarquable pour préserver l'intégrité du territoire national, protéger les populations et garantir la paix.

La sécurité de notre territoire et de nos concitoyens constitue le socle inaliénable de notre action gouvernementale. Dans le bassin du Lac Tchad, où persistaient des menaces terroristes résiduelles, le Maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, Chef Suprême des Armées, a personnellement dirigé l'opération Askanite - une campagne militaire d'envergure qui a porté un coup décisif aux factions de Boko Haram.

Nos forces armées, par leur courage et leur professionnalisme exemplaires, ont détruit plusieurs cellules terroristes, démantelé

des réseaux clandestins et restauré durablement l'autorité de l'État dans des zones jadis fragilisées. Aujourd'hui, la peur a changé de camp.

Sur l'ensemble du territoire national, nos forces de sécurité intérieure, bien encadrées et bien équipées, mènent sans relâche des opérations ciblées. Leurs actions conjuguées ont permis de démanteler des réseaux criminels majeurs, de sécuriser nos axes routiers et de contenir efficacement le grand banditisme.

Ces résultats tangibles, fruits d'une coordination entre nos différentes forces, n'occulent pas pour autant les défis persistants auxquels nous devons faire face.

Conscient que la sécurité durable repose sur des effectifs compétents et bien équipés, le Gouvernement a engagé une vaste réforme de nos capacités opérationnelles. Plusieurs centaines de nouveaux policiers formés seront prochainement déployés dans les zones urbaines sensibles.

Parallèlement, un ambitieux plan de modernisation de nos infrastructures et équipements de sécurité, soutenu par nos partenaires techniques est en cours de mise en œuvre pour adapter nos moyens aux défis sécuritaires contemporains.

Je le dis avec une conviction inébranlable : **le Tchad maintient une vigilance absolue sur chaque parcelle de son territoire.**

Sous l'impulsion du Chef Suprême des Armées et grâce au dévouement sans faille de nos forces de défense et de sécurité, notre nation demeure **débout, unie et déterminée à préserver son intégrité contre toute forme de menace.**

La sécurité des Tchadiens n'est pas une option – c'est notre engagement sacré.

La souveraineté nationale constitue le fondement indispensable de notre développement et de notre stabilité.

C'est dans cette optique que le Tchad, sous la conduite visionnaire du Maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, a engagé une **refonte ambitieuse de ses partenariats stratégiques.**

La révision de l'accord de coopération militaire avec la France, intervenue le 28 novembre 2024 dans le strict respect du droit international, s'inscrit dans cette dynamique de modernisation de nos relations internationales. Ce processus, mené à son terme avec responsabilité le 31 janvier 2025, témoigne de notre volonté de construire des coopérations nouvelles, équilibrées et mutuellement bénéfiques, tout en assumant pleinement notre rôle dans la sécurité régionale.

Cette décision s'inscrivait dans une dynamique initiée plus tôt par une mesure historique : la nationalisation des actifs d'Esso au Tchad. Une action forte qui avait marqué notre reprise de contrôle sur les ressources énergétiques stratégiques, renforçant ainsi notre souveraineté économique.

Ces choix politiques successifs – d'abord la nationalisation, puis la refonte de nos partenariats - incarnent une même vision : **affirmer notre indépendance nationale tout en maintenant un engagement international équilibré.**

Notre diplomatie, résolument tournée vers l'avenir, s'est considérablement renforcée. Le Tchad joue désormais un rôle actif sur toutes les scènes internationales, des sommets multilatéraux aux initiatives régionales. Nous avons diversifié nos partenariats en Afrique, en Europe, au Moyen-Orient, en Asie et en Amérique, toujours dans une logique **gagnant-gagnant et de respect mutuel.**

Dans un contexte international marqué par les incertitudes, le Tchad s'affirme comme un **pôle de stabilité en Afrique centrale.** Par ses positions équilibrées et son engagement constructif dans la résolution des crises régionales, notre pays exerce un leadership **responsable, fidèle** à ses **valeurs** et à ses **intérêts nationaux.** Cette posture, unanimement

reconnue, renforce chaque jour le **prestige international** du Tchad et la **fierté légitime** de notre peuple.

Mesdames et Messieurs les journalistes,

La stabilité retrouvée et la sécurité consolidée ouvrent désormais la voie à une nouvelle ère de développement. Forts de ces acquis fondamentaux, nous avons pu engager des transformations profondes dans tous les secteurs clés de la vie nationale, avec une priorité absolue : le bien-être concret de nos concitoyens.

Notre action dans le domaine de la **santé** repose sur une conviction simple : une nation ne peut prospérer sans une population en bonne santé. C'est pourquoi nous avons fait de ce secteur une priorité absolue de l'action gouvernementale.

Notre lutte contre le **paludisme**, première cause de morbidité dans le pays, a connu des avancées significatives avec une **couverture en moustiquaires** imprégnées portée à **86%**. Grâce à la distribution de **1,6 million de moustiquaires** aux groupes vulnérables - femmes enceintes et jeunes enfants - et à la mobilisation préventive de **9 millions supplémentaires**, nous marquons des points décisifs contre ce fléau.

Le 28 février dernier, nous avons opéré une révolution silencieuse avec le lancement de la **Couverture Santé Universelle**.

Déjà, dans les districts pilotes **d'Abéché, Bongor et Danamadji**, plus de **40 000 personnes vulnérables** bénéficient de ce dispositif innovant, soutenu par une application numérique et un système biométrique performant. Dès novembre prochain, cette protection sanitaire sera étendue à l'ensemble du territoire national.

Notre engagement à améliorer le système de santé vient de se concrétiser par un important renforcement du personnel de santé par l'intégration de plus **1500 nouvelles recrues** à la fonction publique.

Notre action globale dans le secteur de la santé comprend également la formation **de 13 000 agents de santé**, l'organisation du premier Forum National de Santé Communautaire, l'intégration de l'éducation sanitaire dans les programmes scolaires, la construction et l'équipement de nouveaux centres de santé, un déploiement stratégique des ressources humaines médicales

Ces réalisations concrètes traduisent notre engagement à faire de la santé publique le **socle du développement humain et économique de notre pays**.

Mesdames et Messieurs,

Si la santé constitue le fondement d'une nation forte, l'éducation en est **le moteur de progrès**. Conscient de cette vérité, le

gouvernement a engagé une transformation profonde de notre système éducatif pour en faire un véritable levier de développement humain et économique.

Cette transformation est articulée autour de quatre ambitions fondamentales.

Premièrement, offrir à chaque enfant un environnement propice à l'excellence. Cette année, plus de deux millions de manuels scolaires neufs ont trouvé leur place sur les tables bancs de nos écoliers. De Batha au Lac, d'Abéché à N'Djaména, **538 nouvelles salles de classe** accueillent désormais nos enfants dans des conditions dignes, accompagnées de sanitaires modernes et de points d'eau potable.

Notre engagement pour l'égalité des chances se concrétise à travers la construction de **cinq lycées scientifiques d'excellence** à **Bongor, Mao, Abéché, Mongo** et **Moundou**. Ces établissements de pointe offrent à notre jeunesse les outils pour exceller dans les disciplines scientifiques fondamentales.

En parallèle, cinq nouveaux lycées techniques sont actuellement en construction à **N'Djaména, Abéché** et **Pala**. Quatre d'entre eux seront spécialisés dans les filières industrielles stratégiques (électricité, mécanique, génie civil et maintenance), tandis que le cinquième formera aux métiers du commerce et de gestion. Ces établissements répondent à un double objectif : qualifier une

main-d'œuvre technique compétitive et réduire notre dépendance aux expertises étrangères dans les secteurs clés de notre économie.

Deuxièmement, entrer l'école tchadienne dans l'ère numérique. La révolution digitale ne plus un concept abstrait dans nos écoles. Sept mille tablettes pédagogiques, véritables bibliothèques portatives, circulent déjà entre les mains de nos enseignants. Deux cents (**200**) **pédagogues**, formés aux dernières méthodes d'enseignement numérique, transmettent désormais leur savoir avec les outils du XXI^e siècle. Trente-quatre (**34**) cadres du ministère, formés en ingénierie de formation et gestion digitale, veillent à ce que cette transition profonde s'enracine dans toutes nos écoles.

La troisième ambition est de former des citoyens éclairés. Les **197 000 nouveaux manuels** de civisme et de morale que nous avons introduits apprennent à nos enfants l'art de vivre ensemble, le sens de la responsabilité collective et cette fierté nationale qui fait les grandes nations. Dans près de la moitié de nos établissements, ces enseignements novateurs façonnent déjà les esprits de ceux qui demain, guideront notre pays.

Quatrième ambition enfin, nous voulons faire de l'école des métiers un tremplin vers l'emploi. À **Sarh** comme à **Kyabé**, à **N'Djaména** comme dans les provinces, nos centres de

formation professionnelle sont devenus des pépinières de talents.

Huit mille (**8000**) femmes y ont acquis les bases de l'alphabétisation fonctionnelle. Trois cent dix-sept (**317**) formateurs spécialisés y dispensent des enseignements concrets, immédiatement monnayables sur le marché du travail.

Nous sommes conscients que le chemin reste long, mais chaque manuel distribué, chaque salle de classe construite, chaque tablette numérique remise à un enseignant représente une étape franchie vers nos objectifs.

Mesdames et Messieurs les Journalistes,

L'Enseignement Supérieur constitue le couronnement de notre système éducatif et le ferment de notre développement national. C'est pourquoi le gouvernement en a fait un chantier prioritaire, guidé par une vision ambitieuse : bâtir des universités modernes, inclusives et ancrées dans les réalités de notre temps.

Parmi les mesures phares de cette transformation, **l'instauration de la gratuité des inscriptions pour les filles dans l'Enseignement supérieur public.** Bien plus qu'une mesure sociale, c'est un investissement stratégique pour l'avenir de notre nation. Cette décision à la fois courageuse et généreuse ouvre grandes les portes du savoir à des milliers de jeunes tchadiennes.

La révolution dans le secteur de l'Enseignement supérieur s'appuie sur des réformes structurelles profondes :

La digitalisation progressive de nos universités, avec la mise en place de plateformes pédagogiques innovantes et la modernisation des processus administratifs, place désormais le Tchad à l'avant-garde de l'enseignement numérique en Afrique centrale.

La revalorisation du métier d'enseignant-chercheur, à travers un ambitieux plan de formation et l'amélioration des conditions de travail, garantit l'excellence académique dont notre jeunesse a besoin.

L'ancrage territorial de l'enseignement supérieur, matérialisé par la création de nouvelles universités à **Faya, Bol** et **Bongor**, permet à chaque région de cultiver ses talents et de participer pleinement au développement national.

Enfin, **l'adéquation entre formation et emploi**, grâce à l'introduction de l'entrepreneuriat dans les cursus et la rénovation des centres de formation professionnelle, assure aux diplômés une insertion réussie sur le marché du travail.

Ces réformes, déjà visibles sur le terrain, dessinent les contours d'un enseignement supérieur résolument tourné vers l'avenir - un enseignement qui allie tradition d'excellence et innovations

audacieuses, au service de l'épanouissement de toute une génération et de la prospérité de notre nation.

Mesdames et Messieurs les journalistes,

L'accès à l'eau potable, à l'énergie et à des infrastructures de qualité ne constitue pas seulement un enjeu de développement, mais un impératif de dignité pour chaque Tchadien. C'est avec cette conviction que notre gouvernement a engagé une transformation profonde de ces secteurs clés, avec des résultats tangibles qui commencent à changer le quotidien de nos concitoyens.

Notre bilan dans l'accès à l'eau potable parle de lui-même.

À Abéché, les impressionnants travaux de Bithea 2 ont permis de multiplier par près de trois la capacité de production d'eau, grâce à deux nouveaux châteaux d'eau monumentaux et un réseau d'adduction de 31,5 kilomètres. Cette réalisation phare s'inscrit dans un effort national qui a vu la construction de 286 nouveaux forages équipés de pompes à motricité humaine à travers tout le territoire, tandis que 38 mini-adductions d'eau potable et 60 puits pastoraux ont été aménagés dans les zones les plus reculées.

Chaque projet a été pensé pour répondre aux besoins spécifiques des populations : **à Mao**, une adduction d'eau moderne dessert

désormais les habitants, tandis qu'à l'aéroport d'Amdjarass, un nouveau château d'eau améliore les conditions d'accueil.

La réhabilitation de 200 ouvrages hydrauliques a redonné espoir à des communautés entières, transformant concrètement leur quotidien.

Le secteur énergétique connaît quant à lui une mutation historique. La centrale solaire de **30 MW à N'Djaména**, véritable fierté nationale, symbolise notre entrée dans l'ère des énergies renouvelables.

Dans les provinces, les centrales hybrides de Tiné, Iriba, Ati et Guéréda apportent une électricité fiable à des populations longtemps privées de ce service essentiel. L'illumination des rues de la capitale par **9 000 lampadaires** solaires a changé le visage de notre ville, améliorant à la fois la sécurité et la qualité de vie.

Notre ambition se mesure également aux projets en cours : la future centrale tri-combustible de **32 MW**, achevée à **94%**, ou encore le projet d'interconnexion avec le Cameroun qui marquera une étape décisive dans l'intégration régionale.

Le Pacte National Energétique, doté de **1,95 milliard** de dollars, trace une feuille de route claire vers notre objectif de **90%** d'accès à l'électricité d'ici **2030**.

Les infrastructures routières, colonne vertébrale de notre économie, connaissent un essor considérable.

Les réalisations concrètes traduisent notre engagement à désenclaver toutes les régions du pays et à faciliter la circulation des personnes et des biens.

Sur les grands axes, le corridor **N'Djaména-Bongor-Moundou-Kouteré**, artère vitale de notre économie, connaît une transformation profonde. Bien que les travaux aient été temporairement ralentis par des difficultés d'approvisionnement, les équipes déploient des efforts considérables pour maintenir le rythme des réalisations.

La route **N'Goura-Ndjaména Bilala**, désormais entièrement achevée, offre une liaison fluide et sécurisée sur **120 kilomètres**, facilitant les échanges entre nos régions.

A l'Est du pays, l'axe stratégique **Abéché-Abougoulem**, achevé à plus de **65%**, représente un chantier emblématique de notre politique de désenclavement territorial. Ce projet, comme bien d'autres, témoigne de notre volonté d'apporter des solutions durables aux populations longtemps confrontées à l'isolement.

Dans la capitale, les travaux d'extension du **Boulevard Ibrahim Abatcha** et la future mise en service du **pont de Chagoua sur le Chari** offrent une circulation fluidifiée aux N'Djaménois.

Dans les chefs-lieux de province, de **Faya à Sarh** en passant par **Amdjarass**, les programmes de bitumage des voiries urbaines améliorent quotidiennement les conditions de vie de nos concitoyens.

Les infrastructures frontalières, comme le pont entre **Bongor et Yagoua**, incarnent notre vision d'un Tchad ouvert et connecté à ses voisins.

Ces ouvrages stratégiques stimulent les échanges commerciaux et renforcent notre intégration régionale.

Nous demeurons pleinement conscients des défis qui persistent : certains chantiers **connaissent des retards**, notamment en raison des difficultés d'approvisionnement en carburant ou des aléas climatiques. Mais, nos équipes travaillent avec détermination pour surmonter ces obstacles.

L'entretien du réseau existant est une priorité tout aussi cruciale. Les travaux sur les axes **Goz-Beida-Tiero et Zouarké-Bardai**, ainsi que l'aménagement des pistes rurales dans **le Guéra et la Tandjilé**, illustrent notre engagement à maintenir en bon état l'ensemble de notre patrimoine routier.

Mesdames et Messieurs les journalistes,

Permettez-moi maintenant de vous présenter les réformes engagées en matière économique et de gouvernance.

Notre administration vit une transition numérique indéniable. Cette mutation redéfinit fondamentalement la relation entre l'État et les citoyens.

Concrètement, le déploiement intégral du Système Intégré de Gestion des Finances Publiques dans les 23 provinces modernise la **gestion budgétaire nationale**, tandis que les plateformes e-tax et e-paiement simplifient radicalement les démarches fiscales. Aux frontières, le système Sydonia word+++ accélère les opérations de dédouanement, stimulant les échanges commerciaux. Trois innovations majeures qui incarnent une administration plus transparente, efficace et accessible à tous.

Par ailleurs, la mise en place **du Compte Unique du Trésor (CUT)** permet un suivi en temps réel de chaque franc CFA dépensé, garantissant une utilisation optimale des deniers publics. La généralisation de la facturation électronique pour les marchés publics renforce, quant à elle, considérablement notre bouclier anti-fraude et optimise l'usage des ressources nationales.

Enfin, **La déconcentration administrative** que nous avons initiée rapproche l'État des citoyens. La nomination de contrôleurs financiers dans chaque province et la relecture minutieuse du fichier de la solde démontrent notre engagement

à bâtir une administration à la fois plus proche des territoires et plus rigoureuse dans sa gestion.

Aussi techniques puissent-elles paraître, ces réformes produisent des effets bien réels. Les fournisseurs de l'État sont payés plus vite, les recettes fiscales progressent, l'argent public est mieux tracé, et les investisseurs reprennent confiance.

Mesdames et Messieurs les journalistes,

La première année écoulée n'a pas été seulement marquée par les politiques publiques et les réformes sectorielles. Elle a surtout été celle d'un formidable défi relevé collectivement : **le retour du Tchad à l'ordre constitutionnel, après une transition politique conduite avec responsabilité, patriotisme et détermination.**

Rarement dans l'histoire du continent africain, une transition n'aura aussi été menée avec autant de maîtrise et tact comme celle du Tchad.

Dès son investiture, le gouvernement s'est engagé sur deux fronts : mettre en œuvre le programme politique du Chef de l'État mais aussi gagner le pari de l'organisation de toutes les élections recommandées par le DNIS pour rendre le pouvoir au peuple, dans le respect des principes démocratiques. Cet engagement s'est concrétisé par la tenue réussie, transparente

et pacifique d'un cycle électoral historique – législatives, provinciales, municipales et sénatoriales – dont la régularité a été saluée tant au niveau national qu'international.

Cette séquence politique a pour **apothéose** la mise en place, pour la première fois d'un parlement bicaméral et la mise en œuvre effective de la décentralisation, avec des Conseils provinciaux et communaux opérationnels sur l'ensemble du territoire. Le Tchad est redevenu une République pleinement constitutionnelle, fondée sur la légitimité du suffrage universel et la représentation équilibrée de toutes ses composantes participant à la gestion de la chose publique.

Au-delà des succès politiques et institutionnels, l'an 1 a marqué un véritable renouveau culturel. Le gouvernement a donné une impulsion forte en organisant le Festival Dary, événement phare célébrant la richesse et l'authenticité des cultures tchadiennes dans toute leur diversité. Plus qu'une simple vitrine artistique, ce festival a servi de ciment national, renforçant l'unité, le dialogue intercommunautaire et la fierté d'appartenir à une nation plurielle.

Sur le plan **continental**, le Tchad a brillamment réaffirmé son rayonnement lors du **FESPACO**, où sa présence remarquée – symbolisée par la participation personnelle du Chef de l'État à la

tête d'une délégation de premier plan – a consacré notre pays comme invité d'honneur.

Cette démarche volontariste, saluée par tous, ne s'est pas limitée à un simple retour sur la scène culturelle africaine : elle a posé les bases d'une politique ambitieuse, résolument tournée vers l'avenir. **Jeunesse, création artistique et préservation de la mémoire collective** en sont les piliers, faisant de la culture un levier essentiel du développement et du prestige national.

Mesdames et Messieurs les journalistes,

Dans le sillage de notre renaissance culturelle, les femmes tchadiennes se sont imposées comme les architectes du progrès national. Leur autonomisation économique a franchi une étape décisive avec la création de la Chambre Nationale de l'Entrepreneuriat Féminin et la distribution de kits professionnels à **1 200 bénéficiaires du projet SWEDD**.

Sur le front des violences basées sur le genre, l'adoption de l'ordonnance n°**003/PR/2025** et le déploiement de **27 centres d'écoute** et **10 structures spécialisées** ont permis de secourir plus de **5 000 survivantes** des violences basées sur le genre.

La parité, enfin, cesse d'être un idéal lointain : le strict respect du quota de **30%** dans les instances élues a propulsé les

femmes au cœur des arènes décisionnelles, brisant définitivement les plafonds de verre.

Parallèlement, **notre jeunesse** bénéficie d'un investissement massif à l'échelle des 23 provinces. Plus de **1 000 jeunes** ont été formés aux métiers d'avenir, de l'enseignement aux TIC en passant par la santé et l'environnement, tandis que des programmes agricoles, artisanaux et numériques irriguent l'ensemble du territoire.

Les jeunes filles, en particulier, voient leurs perspectives s'élargir grâce à des dispositifs ciblés combinant acquisition de compétences et accompagnement vers l'emploi.

Cette dynamique conjuguée, où **l'émancipation féminine** et la montée en puissance de la **jeunesse** se renforcent mutuellement, incarne plus que jamais la promesse d'un Tchad **unifié, ambitieux et résolument tourné vers l'avenir.**

Mesdames et Messieurs les journalistes,

Au-delà des projets, des chiffres et des chantiers, l'an 1 a posé les fondations d'un Tchad nouveau: un pays constitutionnellement refondé, souverain dans ses choix, **respecté** sur la scène internationale, **fier** de son identité, **mature** et **confiant** en son avenir.

Mais ce bilan, aussi non exhaustif soit-il, n'est pas une fin. C'est une étape. Nous avons planté les graines. Il nous faut désormais les faire pousser et les entretenir pour en récolter les fruits. D'où l'impérieuse nécessité pour chaque Tchadienne et chaque Tchadien de s'approprier toutes les actions du gouvernement. L'objectif recherché par la conjugaison de ces actions est l'allègement du panier de la ménagère. Mais les défis sont là.

Je ne vous cache rien. Les défis sécuritaires, climatiques, économiques, sont réels. Le gouvernement ne s'y dérobe pas. Au contraire, nous en faisons le levier d'une mobilisation nationale. Le chemin reste long. Mais le Tchad bouge, le Tchad avance. Et ce mouvement est irréversible.

Ce premier bilan de l'An 1, marquée par des avancées significatives et des réformes structurelles profondes, n'élude pas pour autant les défis rencontrés. Le Gouvernement, lucide et déterminé, y a fait face – et continuera de le faire – avec une approche méthodique, une responsabilité sans faille et une volonté inébranlable.

Dès sa prise de fonction, l'exécutif a dû répondre à des urgences multiformes : la tragédie de l'explosion de la poudrière, les crises alimentaires, l'afflux massif de réfugiés soudanais et les inondations dévastatrices. Autant d'épreuves surmontées sans dévier des priorités fixées par le Chef de l'État.

Dans certaines localités du pays, les **tensions intercommunautaires** continuent de fragiliser la cohésion nationale. Le Gouvernement reste déterminé à traiter ces foyers de tension par le dialogue, la justice et la prévention, notamment en renforçant l'autorité de l'État, en réhabilitant les **mécanismes traditionnels de médiation**, et en promouvant **l'éducation à la paix**. Le Médiateur de la République institué pour le besoin de la cause, fait un travail formidable dans le cadre de la réconciliation nationale.

La pénurie périodique des produits pétroliers a perturbé les activités économiques et sociales. Ce phénomène, aggravé par la cupidité des commerçants véreux et d'autres par des facteurs exogènes, a révélé la fragilité de la chaîne logistique et l'insuffisance de stockage. Des mesures urgentes et structurelles sont engagées pour **sécuriser les circuits d'approvisionnement** et de distribution, renforcer la régulation.

L'inflation, notamment sur les denrées de première nécessité et les matériaux de construction, affecte les ménages et ralentit l'accès à un habitat décent. Le Gouvernement a engagé une réflexion sur les marges commerciales, les coûts de production et les mécanismes de régulation du marché. Dans ce cadre, un plan d'action contre la vie chère est en cours de finalisation,

intégrant des mesures fiscales incitatives, des aides ciblées et la promotion de la production locale.

Mesdames et Messieurs les journalistes,

L'an 2 du quinquennat qui s'ouvre est celui de **l'approfondissement**, de **l'accélération** et de la **consolidation**. Le cap fixé par le Chef de l'État reste inchangé : faire du Tchad un État **moderne, décentralisé, social** et **prospère**.

Ainsi, je voudrais, pour finir, **remercier** très sincèrement le Chef de l'État, Maréchal MAHAMAT IDRIS DEBY ITNO, pour sa vision, sa confiance, son leadership.

Je rends **hommage** à l'ensemble du Gouvernement, à nos partenaires, à nos forces vives, à vous, chers journalistes, et surtout, au peuple tchadien qui **espère, travaille** et **construit**.

Je vous remercie.